

2^e Édition du colloque « *Plan Nord, plans Sud : Mobilisation Nord-Sud. Mines, barrages et gaz de schiste* ».
10 et 11 mars 2011, UQAM, Pavillon Hubert-Aquin (A), 1255, rue Saint-Denis, salle A-M050, Montréal

Mise en contexte :

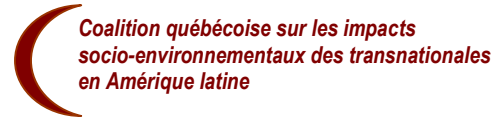
Les mégaprojets de développement comme les projets miniers et gaziers et les barrages obéissent aux politiques économiques néolibérales, alors que les retombées ne bénéficient pas suffisamment aux populations locales mais plutôt aux grandes entreprises transnationales. L'exploitation à outrance des richesses naturelles par les entreprises occasionne d'importantes conséquences pour les communautés locales, souvent autochtones et paysannes, tant au Sud qu'au Nord du continent.

Tout d'abord, elle provoque très souvent le déplacement forcé des populations, entraînant la précarisation des conditions de vie des communautés. De surcroît, l'exploitation des richesses naturelles est souvent associée à la violation des droits territoriaux et à des enjeux liés à l'autodétermination des communautés (démocratie locale, utilisation du territoire, utilisation de la terre et de ses ressources). De plus, cette agression du développement provoque destruction et dégradation de l'environnement et affecte l'identité culturelle garante de la vie des populations locales autochtones ou paysannes. Les femmes, de par leur rôle en société traditionnelle au sein de ces différentes communautés, sont alors souvent les premières qui sont affectées et qui prennent connaissance des effets néfastes pour leur milieu et pour les générations futures. On assiste également à un accroissement de la violence, tant au niveau étatique (actes de violence commis par les forces de l'ordre, militarisation ou para-militarisation des régions affectées) que privé (investisseurs privés qui protègent leurs intérêts économiques, notamment par le biais de milices privées).

Lors de sa première édition, le colloque « *Plan Nord, plans Sud : mêmes menaces- Mines et barrages hydroélectriques dans les Amériques* » a su présenter les enjeux liés au processus de mise en place des projets de développement desquels découlent les répercussions sociales et environnementales néfastes sur les populations locales de divers milieux dans les Amériques. Cette 2^{ème} édition porte particulièrement sur le processus de mobilisation sociale dans ce contexte et explore des pistes de solution et des stratégies d'action concrètes mises en place afin d'envisager des alternatives au modèle de développement en vigueur en solidarité avec les mouvements sociaux et communautés en résistance devant ce type de développement.

Dans ce contexte, il est important de créer des espaces de rencontre, de débat et de réflexion afin donner la parole aux citoyenNEs, chercheurEs, étudiantEs, représentantEs de mouvements et d'organismes environnementaux, communautaires et autochtones qui luttent pour leurs droits culturels, socio-économiques et environnementaux. Le contact entre les différents acteurs, d'ici et du Sud, permettent de créer et de renforcer les réseaux de solidarité entre les populations affectées par ces projets dans le continent, d'enrichir et de consolider le processus de mobilisation face aux mégaprojets ayant engendré ou engendrant encore des impacts socio-environnementaux, parfois irréversibles.

La conférence d'ouverture du colloque permettra d'aborder d'un point de vue global divers enjeux socio-écologiques et de développement qui sont soulevés dans le contexte d'exploitation des richesses naturelles. Le premier panel se centrera sur les luttes juridiques et de défense des droits par les communautés affectées ainsi que divers mécanismes légaux privilégiés dans ce contexte. Le deuxième panel abordera des stratégies de mobilisation sociale qui sont mises de l'avant dans des contextes de conflits socio-écologiques, notamment dans des contextes d'implantation de projets miniers, de gaz de schiste, de foresterie et de barrages. Finalement, le troisième panel présentera différentes perspectives de lutte - notamment celles des femmes et des communautés autochtones- par des acteurs associés à différentes communautés directement affectées par les impacts des mégaprojets d'exploitation des richesses naturelles.



L'Entraide missionnaire (L'EMI)

2^e édition du colloque « *Plan Nord, plans Sud* »
Mobilisation Nord-Sud. Mines, barrages et gaz de schiste

**RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS ET
NOTES BIOGRAPHIQUES DES AUTEURS**

(selon l'ordre de présentation dans l'événement)

LUCIE SAUVÉ. *Du Nord au Sud: une même dynamique de résistance*

Les luttes citoyennes contre les invasions industrielles abusives et inappropriées présentent, du Sud au Nord, les mêmes caractéristiques et mettent en œuvre des stratégies semblables. Il s'y construit un important apprentissage écosocial qui doit être conscientisé, systématisé, analysé, discuté, diffusé. A l'effort gigantesque de résistance - à contre-courant, sans moyens et dans l'urgence - s'ajoute l'effort de prise de conscience de l'apprentissage collectif et de la mise en évidence des aspects transférables de celui-ci. *iNunca más!* Cela implique l'effort de se définir: qui sommes-nous, ensemble, ici et maintenant? Que voulons-nous? Que pouvons-nous faire ensemble?

Lucie Sauvé est professeure titulaire au Département d'éducation et pédagogie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Elle est également titulaire de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, membre de l'Institut des sciences de l'environnement et de l'Institut Santé et Société de l'UQAM. Elle est chercheure associée au réseau DIALOG sur les questions autochtones.

UGO LAPOINTE. *Énergie et mines au Québec: une révolution citoyenne en cours?*

Gaz de schiste, pétrole, uranium, mines, barrages: les citoyens d'ici et là se lèvent, se mobilisent et questionnent de plus en plus les choix de développements énergétiques et miniers: « Quels sont les bénéfiques potentiels? Les risques? Les impacts? Les alternatives? Et surtout, à qui revient la décision et dans l'intérêt de qui? » Voilà autant de questions qui animent actuellement tous les coins du Québec, de l'Abitibi-Témiscamingue à la Gaspésie, en passant par la vallée du Saint-Laurent, les Îles-de-la-Madeleine, la Côte-Nord et le Nord du Québec. Cette mobilisation citoyenne, unique dans l'histoire contemporaine du Québec, cherche à questionner et à redéfinir les bases du développement de nos ressources collectives. Quels principes et quelles valeurs doivent sous-tendre ce développement? Quels choix stratégiques pour l'intérêt collectif et le bien commun? Ces questions sont d'autant plus pressantes dans un contexte d'accélération de la consommation mondiale des ressources et des nombreux défis sociaux, environnementaux et éthiques qui en découlent.

Ugo Lapointe est l'un des fondateurs et porte-parole de la Coalition Pour que le Québec ait meilleure mine!, un organisme de bona fide mis sur pied en 2008 et qui a pour mission de revoir la façon dont on encadre le secteur minier au Québec sur les plans social et environnemental.

Ugo Lapointe est un témoin privilégié de la mobilisation sociale qui s'active présentement au Québec sur les questions de l'exploitation des ressources naturelles et énergétiques. Il a notamment été un intervenant clef auprès des citoyens, des communautés, du gouvernement et d'autres organismes de la société civile dans le cadre de la mobilisation entourant l'actuelle réforme de la Loi sur les mines du Québec. Ayant une formation en technologie minérale et en génie géologique, Ugo Lapointe a également une expérience directe du secteur de l'exploration minière au Québec et au Canada.

ELLEN GABRIEL. *Le droit territorial autochtone et la mobilisation à Kanehsatake*

Au 20e siècle, la résurgence du mouvement pour une autonomie des peuples autochtones s'est articulée autour d'une opposition face aux pratiques de développement ainsi qu'une mise en lumière des impacts négatifs de l'exploitation des ressources naturelles. En plus d'une critique de l'idée générale du développement, la mobilisation autochtone se concentre sur la reconnaissance de leurs droits : le droit au territoire ; le droit à l'autonomie et à l'auto-gouvernance ainsi qu'une révision du processus de traités. Ce propos sera appuyé par l'exemple de l'opposition actuelle au projet de la compagnie minière Niocan niobium qui vise les terres ancestrales Mohawk de Kanehsatake.

Ellen Gabriel, KATSITSACKWAS, du clan de la tortue de la nation Kanien'kehá:ka (littéralement : Peuple de l'étincelle, plus connu sous le nom Mohawk), était bien connue du public lorsqu'elle a été choisie par le Peuple de la Maison longue et par sa communauté de Kanehsatake pour être la porte-parole pendant la « Crise d'Oka ». L'enjeu de cette crise était de protéger un endroit sacré où poussaient des pins qu'un promoteur voulait raser afin d'agrandir un terrain de golf. En 2004, Ellen Gabriel a été élue présidente de l'association Femmes autochtones du Québec. Elle y est restée pendant six ans et demi. Depuis 21 ans qu'elle porte la cause du droit à l'autodétermination des peuples autochtones auprès des paliers provinciaux, fédéraux et internationaux.

GENEVIÈVE KING-RUEL. *La participation publique des communautés locales : une norme internationale en émergence?*

Les impacts sociaux et environnementaux engendrés par les activités privées des entreprises transnationales sur les communautés locales sont à l'origine de contestations sociales et de tensions entre les communautés, les compagnies extractives et l'État. Souvent entendu comme la participation des ONG ou des populations autochtones – dont le droit au consentement libre, préalable et éclairé jouit d'une reconnaissance grandissante en droit international – le principe de participation publique semble désormais vouloir s'appliquer en dehors du contexte du droit des peuples autochtones pour s'appliquer également aux communautés locales. Notre brève intervention cherchera à recomposer le développement du principe de participation publique des communautés locales en droit international. Il s'agira d'évaluer comment les communautés locales s'imposent comme un acteur incontournable du développement relatif aux ressources naturelles, puis de reconstituer l'espace normatif qui s'ouvre progressivement à ce nouvel acteur à partir des normes tirées entre autres du droit international de l'environnement, du droit des peuples autochtones et des notions de prévention et de due diligence.

Geneviève King-Ruel a terminé en janvier 2011 une maîtrise en droit international à l'UQAM. Entre 2006 et 2009, elle a collaboré avec le Centre d'Études sur le Droit International et la Mondialisation (CÉDIM) à titre d'assistante de recherche sur un projet concernant l'exploitation illicite des ressources naturelles. Elle a également travaillé à titre de consultante pour une organisation non gouvernementale internationale sur deux projets de révision de codes miniers en Asie du Sud-Est. Elle est actuellement coordonatrice de l'axe gouvernance et assistante de recherche pour la Chaire C.A.-Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement (UQAM). Ses recherches portent principalement sur le droit international de

la participation publique dans le secteur des ressources naturelles et l'exploitation des ressources naturelles dans la région Arctique. Parallèlement à son travail académique, elle s'intéresse également à la question des conflits terriens au Cambodge.

ANTONIO GUSTAVO GÓMEZ. *La criminalisation des environmentalistes en Argentine*

L'Union d'assemblées citoyennes pour la défense de l'environnement, avec l'appui de différentes ONG, a mis en évidence une crise autour de la question minière en Argentine. La réponse des entreprises a été d'entreprendre des poursuites juridiques avec la complicité du pouvoir politique. Plusieurs initiatives sont en cours pour faire face à ces conflits, entre autres, pour la création d'une Cour Internationale pour les délits environnementaux et d'un Sommet des peuples.

Antonio Gustavo Gómez est procureur fédéral de la république d'Argentine, spécialisé sur les délits environnementaux. Il représente l'Argentine dans le réseau de procureurs environnementaux d'Amérique. Présentement, il a mené plus de 80 dossiers pour délits environnementaux, dont le procès au vice-président de la mine l'Alumbrera, qui appartient à 37% à l'entreprise canadienne Goldcorp. Il est mandaté pour le Parlement de l'Union européen à la création d'un tribunal pénal international de délits environnementaux.

NICOLE KIROUAC ET JACQUES SAUCIER. *Pour en finir avec l'actuelle Loi sur les mines du Québec*

L'actuelle Loi sur les mines du Québec, vieille d'un autre siècle, permet l'implantation de mégaprojets miniers, tel le Canadian Malartic en Abitibi-Témiscamingue, sans trop de contraintes et en imposant le déplacement de populations pour l'installation de la mine. Le Comité de vigilance de Malartic, constitué en 2007, a mené depuis plusieurs actions pour d'abord accompagner les citoyens touchés par le déplacement ou vente de leur maison et aujourd'hui pour soutenir un regroupement de citoyens du quartier adjacent à la mine et qui subissent des préjudices importants. Bien que le projet d'Osisko va de l'avant et malgré les stratégies des entreprises pour faire taire le mouvement social, le Comité poursuit diverses actions politiques et médiatiques, tant au niveau régional que national. Il s'est entre autres impliqué dans la réforme de la Loi sur les mines du Québec et a revendiqué des modifications majeures, entre autres concernant la reconnaissance des droits des individus. Il est devenu un interlocuteur incontournable pour d'autres groupes de citoyens qui font face à l'implantation de mines à ciel ouvert.

Nicole Kirouac est fille de mineur et malarticoise d'origine et de cœur. D'abord enseignante, par la suite animatrice pédagogique pour finalement s'orienter en droit et y poursuivre une carrière de plus de 22 ans devant les tribunaux. S'engager et se battre pour une plus grande justice sociale est la ligne directrice de son engagement personnel depuis plus de 40 ans. Personne-ressource pour le Comité de vigilance de Malartic depuis sa fondation à l'été 2007.

Jacques Saucier est fils de travailleur forestier de Val d'Or, œuvrant en éducation depuis 28 ans dans la petite ville minière de Malartic, M. Saucier a exercé plusieurs fonctions : enseignant de français au secondaire, animateur pédagogique, directeur d'école au primaire et depuis 2004 responsable de l'animation à l'engagement communautaire dans les écoles primaires et secondaire du secteur de Malartic. Impliqué depuis plusieurs années dans son milieu au niveau social et communautaire, son engagement s'inspire des valeurs véhiculées dans le réseau national des écoles vertes Brundtland pour un monde plus écologique, pacifique, solidaire et démocratique, réseau pour lequel il est délégué comme professionnel de l'éducation de sa région depuis 2005. Il est le co-fondateur, avec Me Nicole Kirouac, du Comité de vigilance de Malartic.

JAVIER KARMY. *Les Andes à ciel ouvert*

Le projet étoile de Barrick Gold «Pascua Lama», localisé au sommet de la cordillère des Andes, à la frontière entre le Chili et l'Argentine, constitue le premier mégaprojet binational. Il ouvre un espace virtuel et réel d'exploitation minière dans la colonne vertébrale de l'Amérique latine. Il est situé dans un territoire aride et sec où la vie des communautés, de la flore et de la faune dépend des importants réservoirs d'eau qui constituent les glaciers – appelés «des réservoirs éternels» - qui se trouvent dans cette zone.

Barrick Gold représente le paradigme d'entreprise minière irresponsable. Elle impose la division des communautés de l'historique Vallée du Huasco; elle brise les réseaux de solidarité des 70 mille habitants de la région; elle corrompt les autorités et les politiciens et met de la pression sur eux; elle pervertit la culture en finançant des artistes et des événements culturels massifs; elle achète et manipule les médias.

Diverses recherches montrent qu'aujourd'hui la protection des glaciers et la défense de l'autonomie des communautés sont valorisées plus que jamais. Le parcours de résistance a démontré que malgré la puissance de cette entreprise transnationale, la plus importante dans le monde dans ce domaine, il y a des communautés qui demeurent fidèles à leurs convictions et alimentent l'espoir de pouvoir cheminer en défense de la vie.

Javier Karmy est journaliste, responsable des communications à l'Observatoire latino-américain de conflits environnementaux (OLCA). Il est l'un des auteurs du livre "Pascua Lama: Conflit monté dans notre dos", il est également locuteur et producteur du programme de radio «Semences d'eau» et dans diverses radios communautaires. Il possède un diplôme en Culture Arabe du Centre de culture Arabe de l'Universidad de Chile, une formation en Mécanismes de dénonciation d'entreprises transnationales et, actuellement, il est inscrit à un programme court d'études supérieures en Environnement, changement climatique et efficacité énergétique à l'Universidad Internacional de Verano du Chili.

HUGO ASSELIN. *Plan nord : quel plan pour quel nord?*

Cette communication présentera un regard critique sur le Plan nord présenté en 2008 par le gouvernement du Québec pour développer la partie septentrionale de la province, correspondant à 72% du territoire. L'accent sera mis sur la participation autochtone au Plan nord et sur les impacts sociaux et environnementaux appréhendés.

Hugo Asselin est professeur à l'Unité d'enseignement et de recherche en sciences du développement humain et social de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Détenteur d'un doctorat en biologie (Université Laval, 2005), il est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en foresterie autochtone et membre de nombreux groupes de recherche dont le Centre interuniversitaire d'études et de recherches autochtones (CIÉRA), le Centre d'étude de forêt (CEF) et le Centre de recherches sur le développement territorial (CRDT). Outre ses nombreuses implications professionnelles, M. Asselin occupe le poste de vice-président du Conseil régional de l'environnement de l'Abitibi-Témiscamingue depuis 2008. Il est également membre du conseil d'administration de l'Association universitaire canadienne d'études nordiques depuis 2007.

PIERRE BATELLIER. *La mobilisation citoyenne dans le dossier gaz de schiste*

La présentation analyse les divers enjeux et arguments concernant les différents enjeux politiques environnementaux et socio-économiques du développement d'une filière de gaz de schiste au Québec, aussi bien au niveau local que régional et national.

Pierre Batellier est coordonnateur du développement durable et chargé de cours en Responsabilité sociale des entreprises au sein des Hautes Études Commerciales-HEC Montréal. Titulaire d'un DESS en Gestion (HEC Montréal), d'une maîtrise en commerce international et développement (IEP Paris) et d'un DEA en économie de l'environnement (la Sorbonne), il a travaillé comme consultant en développement durable pour différentes organisations. Il est auteur de nombreux cas pédagogiques et du manuel « Responsabilité sociale de l'entreprise - enjeux de gestion et cas pédagogiques ».

JACQUES GÉLINEAU. *La mobilisation dans l'action : les barrages au Québec*

La communication sera axée, à partir d'observations terrain, sur l'importance de préserver les rivières alors que l'existence de la nature vierge au Québec devient un mythe. Elle présentera un bref portrait des mobilisations pour la sauvegarde des cours d'eau dans la province, plus spécifiquement, autour du projet de la rivière Pentecôte, Sept-Îles. Elle abordera le processus de mobilisation des membres des communautés, les rencontres et les stratégies d'action choisies qui ont permis de faire avorter, en 2009, le projet de barrage de 35 Mw d'Axor sur la chute des Quatorze-Arpents.

Jacques Gélinau est un défenseur actif de la biodiversité et des rivières au Québec. Il prend part à différentes initiatives collectives, politiques et mobilisations sociales afin de protéger la nature. Il est fondateur du Comité de citoyens de Gallix qui s'oppose au projet de barrage de la Sainte-Marguerite et représentant de la Fondation Rivières dans la région de Sept-Îles. Il rédige régulièrement des chroniques sur la nature et l'environnement dans les journaux «Le Nord-est de Sept-Îles» et «Le Port-Cardois».

JENNY LUJAN. *Le rôle des femmes dans la protection du territoire dans un contexte de lutte face à la méga-industrie minière dans la province de la Rioja en Argentine*

En mai 2006, les voisins de la région de Famatina et Chilecito (La Rioja, Argentine) et plus particulièrement, les enseignantes, se sont rassemblés, préoccupés par l'installation d'un mégaprojet minier canadien sur le mont Famatima, qui constitue la source de l'eau et qui marque l'identité, la culture et la richesse naturelle de cette région. Ces femmes se sont informées, elles ont étudié la situation et elles ont entraîné les voisins à s'organiser. Avec leurs familles, elles sont devenues les gardiennes du territoire. Faisant appel à l'éducation populaire, elles ont cherché à sensibiliser la population sur l'importance de sauvegarder la *pachamama*, la terre-mère, du pillage. Leur lutte les a amenées à bloquer les autoroutes, à empêcher les camions de passer et à résister à la répression policière. Elles ont été arrêtées, poursuivies, menacées, licenciées de leurs travaux, mais rien n'a pu troubler leur désir de protéger leur territoire avec dignité et courage.

Jenny Lujan est une enseignante, militante des Assemblées citoyennes Riojanas en Argentine, un mouvement social qui résiste à l'implantation de mégaprojets miniers dans la région du Nord-Ouest de l'Argentine. Son travail s'appuie sur l'éducation populaire comme alternative d'émancipation et de renforcement des capacités des peuples historiquement opprimés par les invasions néo-colonisatrices.

ANA ISLA. *Globalisation de l'industrie minière canadienne: une perspective écoféministe*

La justice environnementale reconnaît que l'activité minière est essentiellement une activité non-soutenable parce qu'elle est basée sur l'extraction de concentrés non-renouvelables qui se sont créés

pendant des millions d'années. Le processus d'extraction engendre une destruction permanente et ce sont les communautés locales qui en assument le coût. La justice environnementale a montré que les mines d'or à ciel ouvert, à cause de l'utilisation du cyanure, sont devenues quasiment équivalentes aux dépotoirs nucléaires qui demeurent à perpétuité.

Les écoféministes ont remarqué que le développement minier, perçu comme un développement durable, n'est pas différent du concept colonial *terra nullius*, qui désigne un terrain vide. Les investisseurs miniers ne perçoivent la terre que pour l'exploiter. Le territoire ancestral est la base de la subsistance et la reproduction des femmes, des autochtones et des paysans des régions rurales. La terre peut-elle être mise au service de la croissance du capital et en même temps, être essentielle pour la survie des femmes, des autochtones, des paysans et de la nature? La perspective écoféministe révèle le classisme, le sexisme et le racisme dans les processus socio-économiques et écologiques associés au développement minier qui se déroule actuellement en Amérique latine.

Ana Isla est professeure associée au Département de sociologie et au Centre d'études sur les femmes de la Brock University. Son expertise se situe dans le domaine du genre, du développement et de l'écoféminisme, qui étudie les liens entre les femmes et la nature qui émergent de la politique globale «invisible».

SERGE ASHINI GOUPIL ET ELISABETH ASHINI. *Les séminaires nordiques autochtones et les Initiatives jeunesse du Mushuau-nipi: deux exemples d'événements mobilisateurs*

Serge Ashini Goupil est un Innu de Matimekush Lac-John. Bachelier en sciences, spécialisation géographie et ayant suivi un programme court en gestion de projet, M. Ashini Goupil dispose de connaissances variées et d'importance sur les nations autochtones du Québec, plus précisément sur la Nation Innue. Entrepreneur, il collabore à divers projets de nature sociale, communautaire, touristique et environnementale, ayant pour visée le développement durable des communautés ciblées. Il cumule, depuis 17 ans, différentes expériences relatives aux questions environnementales, à la négociation territoriale, à l'élaboration et la gestion de projet ainsi qu'à la consultation publique en milieu autochtone. Il organise depuis maintenant 6 ans les Séminaires Nordiques Autochtones qui permettent la découverte du mode de vie traditionnel des Innus en présence d'aînés, mais favorise principalement le partage, des échanges et des discussions sur des enjeux fondamentaux de la société québécoise et des Premières Nations.

Elisabeth Ashini a fait carrière plus de 30 ans en tant qu'infirmière en milieu autochtone et non autochtone. Elle est l'âme et l'hôtesse des activités des Amis du Mushuau-nipi et d'Aventures Ashini. Elle accueille les participants dans le nord avec la bonne humeur légendaire des Innus. Elle partage le récit de sa vie de nomade avec ses parents et son étonnant parcours vers l'adaptation à la vie québécoise et canadienne.

RAMSEY HART. *Les alliances avec les nations autochtones contre les pratiques minières irresponsables*

Le coordonnateur du programme canadien à MiningWatch Canada, Ramsey Hart, expliquera comment son organisme travaille avec les nations autochtones pour combattre les pratiques minières irresponsables. Il apportera des réflexions sur quelques cas spécifiques de Colombie-Britannique, d'Ontario et du Québec pour illustrer les enjeux et défis que cet organisme rencontre pour défendre le respect des droits des communautés et de l'environnement.

Ramsey Hart est écologue et écologiste. Il a travaillé dans divers domaines environnementaux : aménagement de parcs, éducation relative à l'environnement, conservation de la faune, aménagement des eaux et des bassins hydrographiques et depuis 2008, il se concentre sur l'industrie minière. Il est également un militant pour les droits des nations autochtones ayant collaboré avec des organismes et des communautés autochtones du Canada, du Guatemala et de l'Équateur. Il a fait ses études à l'University of Waterloo (BES) et l'University of Trent (MSc-Watershed Ecosystems).

CHERCHER LE COURANT, un film de Nicolas Boisclair et de Alexis de Gueldeire avec Roy Dupuis

Synopsis (<http://www.chercherlecourant.com/film/synopsis/>)

À l'été 2008, à un an du début d'un chantier hydroélectrique de 8 milliards de dollars prévu par Hydro-Québec, Alexis de Gheldere et Nicolas Boisclair décident de parcourir la rivière Romaine en canot avec deux environnementalistes... un « river trip » de 500 km qui les amènera de sa source au Labrador à son embouchure dans le Golfe du Saint-Laurent.

Flanqués d'un poêle à bois innu, de deux panneaux solaires et d'une étude d'impact de 2500 pages, ils découvrent la rivière et ses affluents et les impacts prochains du projet hydroélectrique de Hydro-Québec. Kilomètre par kilomètre, ils ouvrent grands leurs yeux sur cet écosystème spectaculaire et encore sauvage. Durant cette expédition de 46 jours, ils archivent pour les générations futures les images d'un coin de pays d'une remarquable beauté.

Cette aventure se déroule en parallèle à une autre quête impliquant à la fois Roy Dupuis et les deux aventuriers. Ensemble, ils partent explorer la manière de produire et de consommer de l'énergie dans le Québec du XXI^e siècle. Les questions suscitées par l'expédition les amènent à consulter des experts et des gens de terrain qui nous révèlent d'étonnantes surprises sur les énergies vertes et leur développement actuel au Québec, suggérant qu'il y a des occasions d'affaires importantes dans ce domaine, et ce pour des générations à venir.

Les énergies vertes tiennent-elles la route ? Quel est le potentiel des énergies renouvelables au Québec ? Quelles surprises attendent nos comptes d'électricité dans un avenir proche? 48 ans après l'élection qui mènera à la nationalisation de l'électricité au Québec, sommes-nous toujours Maîtres chez-nous ?

Denis McCready est le producteur du documentaire «Chercher le courant» avec Nicolas Boisclair. Il a aussi été producteur de «BAS! Au-delà du Red Light» et producteur délégué sur «Visionnaires Planétaires», deux autres documentaires des Productions du Rapide-Blanc. Il a auparavant été producteur délégué sur plusieurs séries documentaires diffusées à travers le monde sur des réseaux tels National Geographic Channels, Discovery Canada, NHK (Japon) et ARTE.

EXPOSITION PHOTO « LES BARRAGES : POURQUOI ET POUR QUI? »

En collaboration avec le Comité UQAM Amérique latine (CUAL), projection du documentaire « *Rivières pour la Vie : mobilisation contre le barrage El Zapotillo* »

Membres de la délégation québécoise ayant participé à la 3^{ème} Rencontre internationale des personnes affectées par les barrages et leurs alliés:

- Évelyne Saint-Onge, Nation Innue de Uashat mak Mani-Utenam
- Anne-Marie Saint-Onge André, Nation Innue de Uashat mak Mani-Utenam
- Jacques Gélinau, Fondation Rivières
- Anouk Nadeau-Farley, Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)
- Ioana Radu, DIALOG - Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones

L'idée d'une exposition de photos a vu le jour suite à la participation d'une délégation québécoise du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) à la 3^{ème} Rencontre internationale des personnes affectées par les barrages et leurs alliés, qui a eu lieu du 1^{er} au 7 octobre 2010 à Temacapulín, l'un des trois villages qui seraient inondés suite à la construction du barrage El Zapotillo, dans l'État de Jalisco, Mexique. Les photos reflètent les regards des délégués posés sur Temaca, la communauté devenue un symbole de la lutte pour la défense des droits humains, des rivières et de l'environnement. Autant à l'échelle nationale qu'internationale un important processus de résistance à la construction des barrages se forge au sein des populations affectées et se déploie. Divers mouvements sociaux résistent à ces mégaprojets qui causent des impacts socio-environnementaux néfastes.

Dès le 28 février 2011 et tout au long du mois de mars de cette année, l'expo photo « Les barrages : pourquoi et pour qui » sera présentée au public à la Bibliothèque Louis-Ange-Santerre à Sept-Îles.